

Paris, le 18 février 2015

Le Premier Ministre

n° 5770/SG

à

Mesdames et Messieurs les préfets de région

Objet : réorganisation des services régionaux de l'Etat - diagnostic territorial

Le Gouvernement a engagé une réforme de l'administration territoriale de l'Etat dont le cadre a été annoncé en conseil des ministres le 2 juillet dernier. Cette réforme sera conduite en parallèle de la réforme de la carte des régions. Son organisation coïncidera avec les futures grandes régions, sous réserve d'aménagements sectoriels ou territoriaux dont les justifications seront analysées par la mission des inspections générales en cours.

Afin de préparer la mise en œuvre de la réorganisation des services régionaux de l'Etat, je souhaite que vous réalisiez un diagnostic territorial pour votre région. L'ensemble des régions est concerné, compte tenu de la feuille de route relative à l'administration territoriale de l'Etat.

Cet exercice doit être particulièrement approfondi dans les régions dont le périmètre va être modifié en application de la loi du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le code électoral. Dans ces régions, il sera le point de départ, après la désignation au mois d'avril des préfets de région et des directeurs régionaux préfigureurs, d'un nouveau projet d'organisation élaboré par les préfets préfigureurs, en liaison avec les directeurs régionaux préfigureurs, et avec l'appui des directeurs de projets en cours de recrutement. Ce travail de préfiguration des futures régions devra aboutir à un projet de réforme et d'organisation des services tenant compte des conclusions de la revue des missions et de la mission inter-inspections sur la réorganisation de l'Etat territorial, attendues pour la fin mars.

Dans ces régions fusionnées, ce diagnostic permettra notamment d'identifier les enjeux de gestion des ressources humaines ainsi que les modalités d'accompagnement du changement à mettre en place. La direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) vous apportera son appui méthodologique en termes de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences. Elle veillera à favoriser la fluidité des échanges entre vos services, en particulier les plates formes régionales d'appui interministériel à la gestion des ressources humaines (PFRH), et les directions concernées des différents ministères à chaque étape de vos travaux.

Afin de conduire ce diagnostic, je vous demande de dresser un état des lieux de l'organisation de l'ensemble des services régionaux de l'Etat qui participent au comité de l'administration régionale. Vous tiendrez compte des règles particulières aux agences régionales de santé, aux directions régionales des finances publiques et aux services de l'éducation nationale, ainsi que de la situation spécifique des opérateurs. Cet état des lieux identifiera les enjeux ou contraintes spécifiques, les processus internes et les projets en cours dans la région.

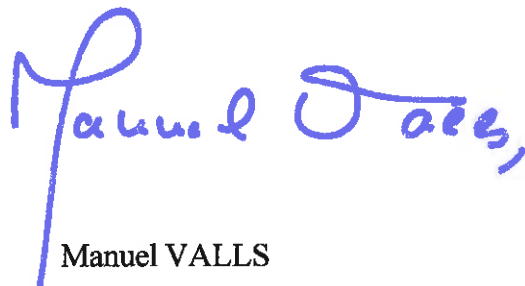
Ce diagnostic vous permettra d'identifier les améliorations souhaitables, au-delà de la réorganisation régionale, en termes notamment d'amélioration du travail entre les différents niveaux d'administration, d'organisation du pilotage stratégique, d'allocation des compétences et de mutualisation des moyens.

Je vous demande de m'adresser l'ensemble de ces éléments, à l'attention du coordonnateur national de la réforme des services déconcentrés de l'Etat, avant le 30 avril.

Ces diagnostics permettront, avec les conclusions de la mission inter-inspections sur la réorganisation de l'Etat territorial et la revue des missions, d'éclairer les décisions que je serai amené à prendre en particulier pour fixer les principes directeurs des réorganisations qui seront adressés en mai aux préfets préfigurateurs afin d'assurer le succès de la réforme régionale et d'améliorer significativement le fonctionnement de l'administration territoriale de l'Etat.

Vous associerez à vos travaux les responsables des opérateurs et des services de l'Etat de la région, notamment les recteurs, chanceliers des universités, les directeurs régionaux des finances publiques, les directeurs généraux d'agence régionale de santé et les directeurs régionaux de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt pour les volets enseignement agricole et statistiques.

Vous veillerez, tout au long de la démarche, à la bonne association des représentants du personnel à la conduite de ces travaux. Dans l'attente des conclusions de la mission inter-inspections sur la réorganisation de l'Etat territorial et de la revue des missions et des décisions que je prendrai sur ces bases, je vous invite à ne pas prendre d'engagement à ce stade sur la réorganisation à mettre en place.



Manuel VALLS

Copie :

Mesdames, Messieurs les recteurs d'académie, chanceliers des universités
Mesdames, Messieurs les directeurs régionaux des finances publiques
Mesdames, Messieurs les directeurs généraux d'agence régionale de santé